

Kamil Tugen*
Ayse Gunay Bekar**
Sebnem Koymen***
Université du “Dokuz Eylül” d’IZMIR

Les privatisations en Turquie : un regard critique****

JEL Classification: H4, H42, H44

Mots clés: entreprises économiques d’État, privatisation, dérégulation, régulation, capital étranger.

Abstract

Privatization in Turkey : a critical view

The meaning of privatisation is to minimize the role of government in the economy and to assign these roles to the private sector. The economic and social problems caused by the excess role of government in the economy led a heated debate on the limits of government throughout the world at the end of the 20th century. In this respect, significant research have been put forward on the preference of the timing of government intervention and market intervention. In the suggestions about the reduction of the role of government in the economy, privatisation has gained importance but the implementations on privatisation have sometimes been criticized because of not having been implemented according to the principles and aims of privatisation. In this regard, the privatisation in the Turkish economy has often been criticized.

I. Introduction

Le besoin croissant en endettement du secteur public, le taux élevé d’inflation, l’internationalisation croissante des marchés des produits et des marchés des capitaux, le développement des marchés des capitaux et la répartition du capital dans les couches populaires, l’incapacité des entreprises publiques dont la plupart sont en position de monopole naturel à concurrencer le monde extérieur suite à la dérégulation, les mouvements de mondialisation dans le monde et les développements

* kamil.tugen@deu.edu.tr.

** ayse.gunay@deu.edu.tr.

*** sebnem.koymen@deu.edu.tr.

**** Nous remercions la professeur agrégée Ayça Şimşek pour ses contributions.

rapides dans le domaine technologique et la nécessité de la mise en place et du développement d'une économie de marché peuvent être cités parmi les raisons fondamentales de l'acceptation de la privatisation dans les pays du monde.

Dans notre étude, nous essayons de jeter un regard impartial sur les privatisations réalisées en Turquie. Dans ce contexte, nous mettons d'abord en évidence le concept de privatisation ainsi que ses objectifs et motifs essentiels et nous insistons sur le processus historique des privatisations en Turquie. Ensuite, nous considérons les objectifs des privatisations présentes en Turquie et les incohérences entre ces objectifs.

II. Privatisation cadre conceptue

Le concept de privatisation au sens étroit peut être défini comme la transmission au secteur privé des parts sociales détenues par le secteur public, tandis qu'au sens large il se définit comme une cession au secteur privé de la direction des unités de production gérées par le secteur public.

Lorsque la privatisation est utilisée comme solution pragmatique, avec également d'autres moyens politiques, elle peut contribuer à établir un équilibre entre l'État, le marché et la société.

L'on s'efforce de justifier les politiques de privatisation par les motifs suivants (Vickers ven Yarrow ; 1988, 157–160, Karataş ; 1990, 24–26, Cevat et Öniş, 1994, 9) :

- assurer l'efficacité et la rentabilité économiques en stimulant la concurrence sur le marché ;
- alléger la charge du secteur public, diminuer les besoins d'endettement du secteur public ;
- mettre fin au statut d'acteur du secteur public dans les processus de décision du marché ;
- alléger les postes de dépense, en générant des revenus provenant des ventes ;
- répartir la propriété des sociétés dans les couches populaires, en permettant aux employés de devenir actionnaires ;
- atténuer les problèmes liés à la fixation des salaires dans le secteur public ;
- inciter les ouvriers des établissements publics à devenir actionnaires ;
- élargir le domaine de vente d'actions dans l'économie en général et renforcer le marché des capitaux.

III. Les privatisations en turquie

Avec l'intervention accrue de l'État dans l'économie suite à la crise économique mondiale de 1929 et la fondation d'établissements industriels et commerciaux dans le système du marché, de nombreuses entreprises économiques d'État ont été créées

dans de nombreux pays et dans notre pays. Les principales entreprises économiques d'État mises sur pied dans notre pays à partir des années 30 sont les suivantes : Sümerbank, Etibank, Türkiye Demir Çelik İşletmeleri (Exploitations d'Acieries de Turquie), Türkiye Selüloz ve Kağıt Fabrikaları (SEKA) (Usines de Cellulose et de Papier de Turquie), Türkiye Çimento Sanayi T.A.Ş., (Cimenteries de Turquie S.A.), Türkiye Şişe Cam Sanayi A.Ş., (Verreries de Turquie S.A.), Türkiye Gübre Sanayi A.Ş. (Industries d'Engrais de Turquie S.A.), Türkiye Petrolleri A.O. (Société Anonyme des Pétroles de Turquie), Petrokimya A.Ş. (PETKİM) (Société Anonyme de Pétrochimie), Şeker Fabrikaları A.Ş. (Sucreries S.A.), Türk Azot Sanayi A.Ş. (Industries d'Azote de Turquie S.A.), Makine ve Kimya Endüstrisi Kurumu (Société d'Industries de Machinerie et Chimique), Türkiye Süt Endüstrisi Kurumu (Société d'Industrie Laitière de Turquie), Et-Balık Kurumu (Société de Viandes et de Poissonnerie), Toprak Mahsulleri Ofisi (Office des Produits Agricoles), Türkiye Gemi Sanayi A.Ş. (Industries des Chantiers Navals de Turquie S.A.), Türkiye Elektrik Kurumu (Société d'Électricité de Turquie) (Tüğen, 2012, p. 96).

Les premiers travaux sur la privatisation ont été lancés en 1983 ; *la loi sur l'incitation à l'épargne et l'accélération des investissements publics* n° 2983 a été promulguée en 1984. Avec cette loi la Direction de l'Administration des Logements Collectifs et du Partenariat Public a été créée. Avec la Loi n° 3291 adoptée en 1986, les principes régissant l'inclusion des entreprises ayant le statut d'entreprises économiques d'État, dans le domaine des entreprises privatisables et la privatisation de celles-ci ont été définis. A ce jour *la Loi* n° 4046 *relative à la réglementation des privatisations et à la modification de certains lois et décrets législatifs* en vigueur et qui sert de base aux privatisations est entrée en vigueur après sa publication dans le Journal Officiel daté du 27 novembre 1994.

Les articles suivants qui figurent sous le titre d' « Entreprises économiques d'État » du programme à moyen terme couvrant la période 2013–2015, reflètent le cadre général des politiques de privatisation qui seront menées dans les trois années à venir. Selon ces articles:

— Les unités d'exploitation des entreprises économiques d'État qui sont déficitaires et dont aucune rentabilisation ne semble possible, seront liquidées.

— Le secteur public va quitter totalement les domaines de distribution d'électricité et de production de sucre, et sa part sera diminuée dans la distribution de gaz urbaine, les télécommunications, ports, exploitations d'autoroutes et de ponts.

Les actions appartenant à l'État dans 270 établissements, 22 sites dont la construction est restée incomplète, 1003 biens immeubles, 8 autoroutes, 2 ponts de Bosphore, 116 sites industriels, 6 ports, le droit de licence de jeux de la chance et les stations d'examen de véhicules ont été inclus dans la liste des privatisations depuis 1985.

L'Administration a procédé jusqu'à ce jour à la vente/cession d'actions ou d'actifs dans 201 établissements et l'État ne détient plus aucune part dans 191 de ces établissements. Il y a toujours 22 établissements dans la liste et le programme de privatisation. L'État détient plus de 50% des parts dans 11 de ces établisse-

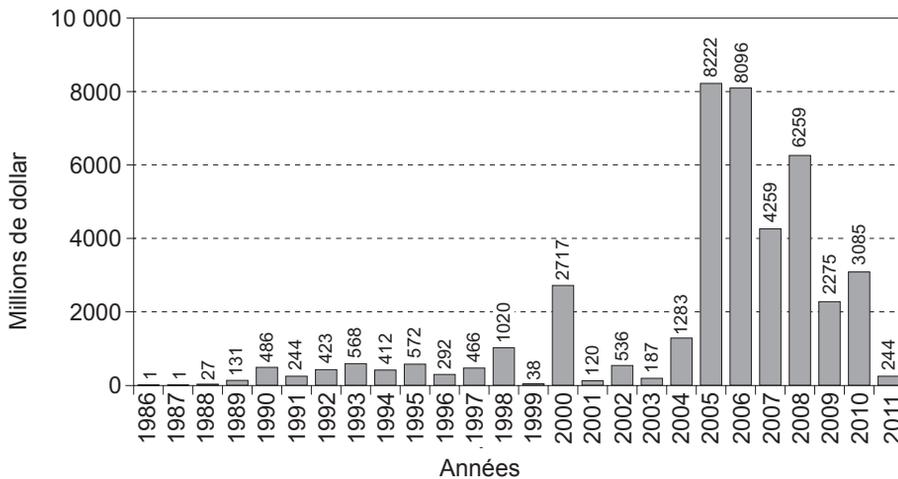
ments. 508 biens immeubles, 50 sites, 2 ports, 8 autoroutes, 2 ponts de Bosphore et les droits de licence de jeux de la chance figurent également dans le cadre des privatisations (DAP, 2012).

La méthode de privatisation la plus communément utilisée en Turquie est la privatisation par vente en bloc d'actions. 47% des privatisations présentes ont été réalisées par cette méthode. Le recours fréquent à cette méthode a entraîné l'accumulation d'actions dans certaines mains. D'autre part, si la privatisation avait été opérée dans une grande mesure par émission publique, cela aurait permis de donner de la profondeur au marché des capitaux.

IV. Les revenus des privatisations

L'idée de privatisation a fait son entrée pour la première fois dans l'ordre du jour du pays avec les décisions du 24 janvier 1980. Entre 1986 et 2003 des privatisations d'une valeur d'environ 8 milliards de dollars ont été opérées. Tandis qu'entre 2003 et 2011 les efforts de privatisation se sont intensifiés et durant cette période des privatisations d'un montant d'environ 35 milliards de dollars ont été opérées. Le montant total des privatisations réalisées depuis 1986 jusqu'à nos jours est de 43,6 milliard de dollars.

L'évolution des revenus des privatisations en Turquie depuis le passé jusqu'à nos jours est indiquée sur le graphique suivant.



Graphique 1 : Les revenus des privatisations en Turquie entre 1986 et 2011

Source : Direction des Privatisations de l'Office du Premier Ministre de la R.T. *La privatisation en chiffres : Les privatisations en Turquie et dans le monde et les ressources du Fond des Privatisations et les utilisations qui en sont faites*, Ankara 2012, p. 25.

Comme cela peut être remarqué sur le graphique ci-dessus, les années 2005–2008, avec les années 2005 et 2006 en tête, sont celles pendant lesquelles le plus

grand nombre de privatisations ont été réalisées. Le montant total des privatisations réalisées rien qu'au cours des années 2005 et 2006 s'élève à 16 milliard de dollars.

Dans le Programme à Moyen Terme annoncé dans le cadre des travaux budgétaires de 2013 et couvrant la période 2013–2015, on prévoit la privatisation du reste des entreprises économiques d'État durant la période 2013–2015 afin de résorber les déficits budgétaires élevés qui sont attendus pour la fin de 2012 et on pense réduire les déficits à l'aide des revenus qui seront ainsi générés. Vous pouvez trouver dans le tableau ci-après les revenus des privatisations attendus durant les années en question

Tableau 1 : Equilibre Général de l'État (en milliards de LT¹)

	2012	2013	2014	2015
REVENUS	530,7	595,3	647,2	706,8
Impôts	286,1	325,7	356,5	389,7
Revenus normaux hors impôts	27,4	22,9	26,4	30,3
Revenus de facteurs	80,4	84,7	87,3	93,4
Fonds sociaux	135,3	152,5	166,9	184,2
Revenus des privatisations	1,4	9,5	10,1	9,2
DEPENSES	553,5	618,9	668,1	724,6
Dépenses courantes	251,0	277,7	300,6	325,3
Dépenses d'investissement	49,8	53,2	61,3	67,1
Dépenses de transfert	252,6	288,1	306,2	332,3
Fond de changement de stocks	0,0	0,0	0,0	0,0
ÉQUILIBRE GÉNÉRAL DE L'ÉTAT	-22,8	-23,6	-20,9	-17,8
Frais d'intérêts	50,5	54,6	56,5	59,1
Equilibre hors frais d'intérêts	27,7	31,0	35,6	41,3
Equilibre hors revenus de privatisations	-24,2	-33,1	-31,0	-27,0
Equilibre hors frais d'intérêts et revenus de privatisation	26,3	21,5	25,5	32,1

Source : Programme à Moyen terme 2013–2015, p. 33.

On s'attend à ce que les revenus des privatisations qui atteindront 1,4 milliards de LT à la fin de 2012, s'élèvent à 9,5 milliards de LT en 2013, à 10,1 milliards de LT en 2014 et à 9,2 milliards de LT en 2015.

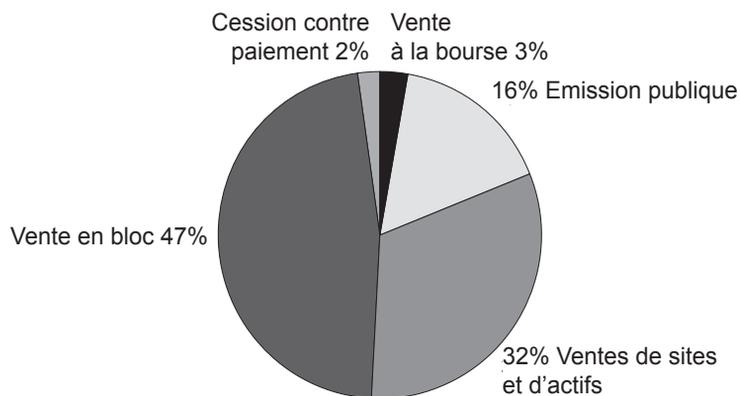
¹ Equivalent à environ 1,78 US dollar (8 novembre 2012).

V. Critiques formulées concernant les privatisations

En général le bénéfice social et l'emploi n'ont pas été pris en considération dans les privatisations. La contribution globale des établissements privatisés à l'économie a été réduite. Les revenus provenant des privatisations n'ont pas été bien valorisés. Alors qu'il fallait construire des écoles, hôpitaux et investir dans l'infrastructure à l'aide des revenus des privatisations, ceux-ci ont servi à payer des dettes et financer le budget. Les exploitations vendues au capital étranger dans le cadre des privatisations font de la production destinée au marché intérieur et transfèrent à l'étranger sous forme de devises les bénéfices qu'elles réalisent. En raison de ce type de vente de patrimoine et des capitaux flottants, un transfert de bénéfices de Turquie vers l'étranger d'un montant total de 32,1 milliards (Agence Anka, 20–21 octobre 2009) a été réalisé entre 2003 et 2009 (6 an 7 mois).

A. Méthodes de privatisation préférées

Il faut utiliser la méthode de privatisation optimale dans les privatisations. Le graphique ci-après présente la dispersion des méthodes de privatisations utilisées. On note que l'État a tendance à préférer la vente en bloc, espérant que cette méthode va générer plus de revenus. Ce qui montre qu'en fait des méthodes telles que l'émission publique et la vente à la bourse des valeurs mobilières d'Istanbul (« IMKB ») qui serviraient à répartir le capital dans les couches populaires, n'ont pas été retenus.



Graphique 2 : Pourcentages des privatisations selon les méthodes utilisées

Source : Direction de l'Administration des Privatisations, Ankara 2012.

Au premier rang des situations défavorables pouvant se présenter à l'issue des privatisations on trouve la formation de monopoles privés. Les meilleurs exemples pour ce type de situations sont TÜPRAŞ et Türk Telekom. Ces firmes peuvent troubler le libre marché ou en empêcher le bon fonctionnement en abusant de leurs positions de monopole. Ce qui est en contradiction avec l'idée mise

en avant par l'Administration des Privatisations comme objectif de privatisation qui est la formation **d'une économie de marché basée sur la concurrence**. En conséquence, même si le budget de l'État génère des revenus à court terme et trouve des ressources pour les investissements d'infrastructure, les consommateurs et le peuple peuvent en pâtir plus, en payant un prix plus élevé (Institut de Stratégie d'Ankara ; les privatisations en Turquie, 2012, <http://www.ankarastrateji.org/haber/turkiye-de-ozelleştirme-203>).

B. Les montants des privatisations

Il importe que lors des privatisations les exploitations soient vendues à leurs prix réels. En prenant comme exemple le prix de vente de Türk Telekom qui est la société la plus discutée concernant son prix de vente parmi les entreprises à capital d'État privatisées en Turquie, il est possible de comparer le prix de cette vente à ceux d'autres ventes de société de télécommunications dans les pays de l'OCDE, à l'aide du tableau ci-après figurant dans le rapport élaboré par le Groupe de Travail de Privatisation et de Gestion Institutionnel des Actifs à Capital d'État de l'OCDE.

Tableau 2 : Privatisation des sociétés de télécommunications dans certains pays de l'OCDE (2000–2007)

Année	Pays	Nom de société	Pourcentage de parts de la société transmises	Revenu (en milliards de dollar)
2006	Australie	Telstra Corp.	%33.6	13.7
2000	Allemagne	Deutsche Telekom	%6.6	12.8
2000	Suède	Telia AB	%29.4	7.7
2000	Japon	NT&T Corp.	%6.4	8.7
2005	Turquie	Türk Telekom	%55	6.6
2004	France	France Télécom	%10.9	6.2

Source : OCDE, *Privatisation au 21^e siècle : Expériences récentes dans les pays de l'OCDE*, Rapport sur les bonnes pratiques, janvier 2009, p. 10.

Alors qu'une part correspondant à 55% de Türk Telekom a été privatisée en Turquie pour 6,6 milliards de dollars, en Australie une part correspondant à 33,6% de la société de télécommunications d'Australie a été privatisée pour 13,7 milliards de dollars, en Allemagne 6,6% de Deutsche Telekom a été privatisée pour 12,8 milliards de dollars, une part de 29,4% de Telia AB leader en Suède a été privatisée pour 7,7 milliards de dollars, 6,4 % de la société japonaise NT&T a été privatisée pour 8,7 milliards de dollars et une part de 10,9% de France Télécom a été privatisée pour 6,2 milliards de dollars. La vente de plus de la moitié de Türk Telekom à 6,6 milliards de dollars, considérée à la lumière des données appartenant à d'autres pays, met en évidence une insuffisance sérieuse du montant de la privatisation.

C. Les domaines dans lesquels les revenus de privatisations sont utilisés

Il est noté que les revenus des privatisations sont utilisés dans une grande mesure comme une méthode de financement des déficits budgétaires. Le revenu généré par la privatisation des entreprises publiques entre les années 1985 et 2007 est de 14,3 milliards de dollars, tandis que les dépenses de privatisation s'élèvent à 13,9 milliards de dollars. Les revenus et les dépenses sont assez proches les uns des autres. Telekom a été privatisée pour l'équivalent de deux ans et demi de profits, TÜPRAŞ pour l'équivalent de 3 ans de profits et TEKEL pour l'équivalent de deux ans et demi de profits. De sérieuses difficultés ont été rencontrées dans la perception des revenus des privatisations, l'État a enregistré des pertes d'un montant de 725 millions de dollars rien que dans la privatisation des ports dépendant des Exploitations Marines de Turquie. C'est-à-dire que non seulement aucun revenu n'a été généré par les privatisations mais celles-ci ont entraîné des pertes de revenu. Les politiques de privatisation menées par les collectivités locales en particulier, entraînent l'augmentation des prix des services essentiels tels que les transports, la distribution d'eau et par conséquent les citoyens paient un prix plus élevé pour ces services (janvier 2009).

La disposition de l'article 2 de la Loi de Privatisation qui stipule que « les revenus générés par les privatisations ne peuvent pas être utilisés dans les dépenses générales du budget » a été modifiée et cela a permis de transférer ces revenus au budget général. Les revenus des privatisations sont des revenus générés par la cession de biens appartenant à l'État, et correspondent à une diminution du patrimoine de l'État. De ce fait, la répartition efficace des ressources exige l'utilisation du patrimoine de l'État pour les principaux services publics. Alors qu'il fallait à l'aide des revenus des privatisations compenser les investissements manquants dans les domaines de la santé et de l'éducation et les insuffisances régionales d'infrastructure, l'utilisation de ces revenus pour le financement du déficit budgétaire a signifié que l'économie turque a manqué l'occasion de donner un grand essor au développement de l'infrastructure. Si les revenus des privatisations étaient convertis en investissements dans les régions qui souffrent d'un manque d'infrastructure et d'un taux de chômage élevé, ils auraient permis de réduire la migration vers les grandes villes et d'éviter les problèmes découlant de cette migration.

D. Privatisation et emploi

Le transfert de la valeur ajoutée et les chutes des investissements peuvent être considérés comme les effets négatifs les plus importants de la privatisation sur l'emploi. Une partie importante des revenus générés par les grandes sociétés est transférée à l'étranger, en raison notamment du rachat de ces grandes sociétés par le capital international.

Suite aux privatisations, de nombreuses exploitations ont été liquidées, leurs productions ont été arrêtées ou ont été amenées à être utilisées dans un but auquel elles n'étaient pas destinées. 40% des établissements privatisés dans les années 1985–1998 ont été fermés par leurs nouveaux propriétaires. Par exemple : la plupart des combinats de la Société de Viandes et de Poissonnerie a été fermée immédiatement après la privatisation de ceux-ci. La place de l'ancien combinat à Ankara est occupé par un centre commercial, le port de Giresun a commencé à servir de parking après la privatisation (janvier 2009).

La privatisation a entraîné des chutes de rentabilité dans certains secteurs. Par exemple le secteur du ciment a enregistré une perte de rentabilité de 20%. Le nombre d'employés travaillant dans les sociétés privatisées a été réduit après les privatisations (par exemple, le personnel de Telekom a été réduit de 45%, celui des ports des Exploitations Marines de Turquie de 28%, celui de la Société des Viandes et de Poissonnerie de 80%, celui de la Société d'Industrie Laitière de Turquie de 67%). Les ouvriers travaillant dans les établissements privatisés se sont retrouvés au chômage, s'ils n'ont pu être mis à la retraite ou transférés à d'autres établissements (janvier 2009).

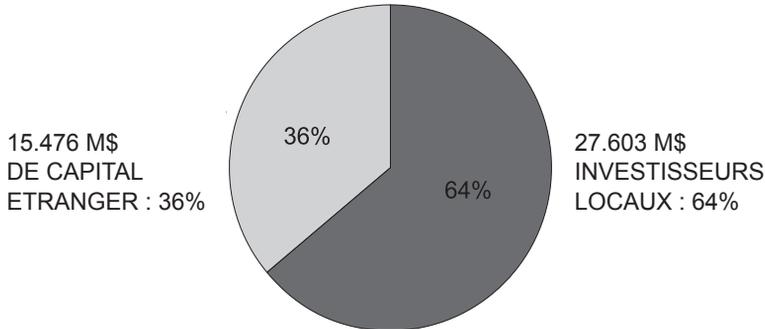
32 exploitations de la Société d'Industrie Laitière ont été privatisées et 22 d'entre elles ont été fermées. Alors que 1359 personnes étaient employées dans ces établissements avant la privatisation, ce nombre a été réduit à 514 après la privatisation. Le nombre d'employés de Kardemir est passé suite à la privatisation de 5417 personnes à 3919 personnes, celui des cimenteries de 6737 à 3087, celui de PETLAS (qui fabrique tout type de pneus pour les véhicules terrestres et également des pneus d'avions) de 1102 à 471. Ainsi 16 000 personnes ont perdu leurs emplois. De même, le nombre de gros bétail et de petit bétail a diminué suite à la privatisation de la Société de Viandes et de Poissonnerie, ce qui a provoqué l'augmentation des prix des viandes (Korkmaz, Tay ; 2010).

La privatisation des services publics a entraîné la disparition de la protection de l'emploi et des chutes de salaires pour les salariés d'entreprises publiques (janvier 2009)

E. Privatisation et capital privé (local ou étranger)

Bien que la part des mouvements de capitaux internationaux revenant à notre pays soit très faible, les sociétés à capital étranger ont manifesté ces dernières années un grand intérêt pour les appels d'offre de privatisation. Toutes les sociétés répondant aux conditions de pré-qualification nécessaires peuvent participer aux appels d'offre de privatisation dans des conditions égales sans discrimination entre les sociétés locales et étrangères. La loi n° 4046 stipule qu'il est possible de procéder à la vente et à la cession de biens immeubles à des personnes réelles et morales de nationalité étrangère sur une base de réciprocité et en respectant les dispositions de la réglementation en vigueur (DAP ; 2012, 53).

Le graphique ci-après montre le rapport des investisseurs étrangers/investisseurs locaux dans les privatisations qui ont été opérées entre 1986 et 2011.

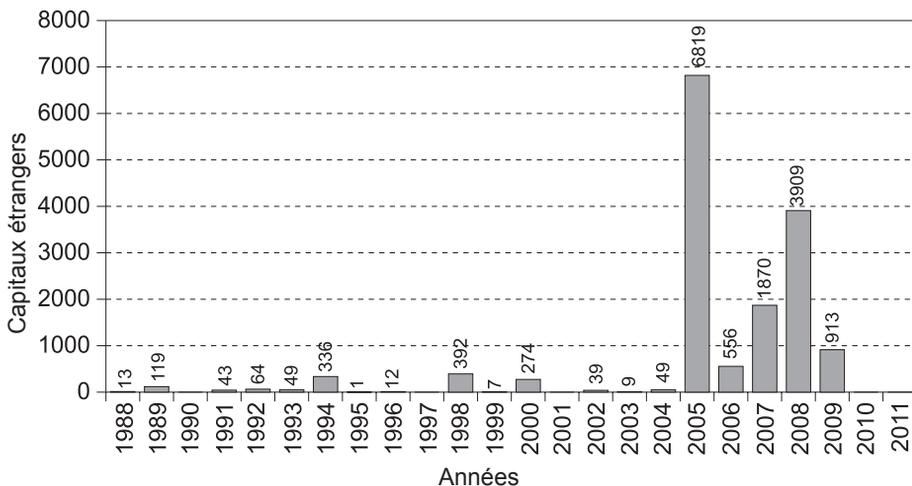


Graphique 3 : le rapport des investisseurs étrangers/investisseurs locaux dans les privatisations qui ont été opérées entre 1986 et 2011 (en pourcentage)

Source : DAP, les privatisations en chiffres, Ankara 2012, p. 53.

Le revenu des ventes total des privatisations opérées entre 1986 et 2011 est de 43 079 millions de dollars, dont la partie correspondant à 15 476 millions de dollars a été réalisée grâce à l'influx de capitaux étrangers. Les influx de capitaux étrangers qui ont eu lieu par l'intermédiaire des privatisations et qui présentent un parallélisme avec les influx de capitaux étrangers de caractère général ont reculé en raison de la crise globale de 2008 en ligne avec la tendance générale. Aucun influx n'a été enregistré dans les années 2010 et 2011. La crise financière mondiale en cours en est responsable dans une grande mesure (DAP, 2012, 51).

Le graphique ci-après contient les montants des capitaux étrangers apportés par la voie de privatisations entre 1986 et 2011.



Graphique 4 : Montants des capitaux étrangers apportés par la voie de privatisations entre 1986 et 2011 (en millions de dollars)

Source : DAP, les privatisations en chiffres, Ankara 2012, p. 52.

La part correspondant à 9301 millions de dollars de cet influx de capitaux est constituée par la vente d'actions en bloc, celle de 2311 millions de dollars par la vente de biens, celle de 3864 millions de dollars par la cession du droit d'exploitation et/ou de concession. L'influx de capital le plus élevé a eu lieu à l'occasion de la cession des 55% de Türk Telekom à Ojer Télécommunications S.A. (comprenant des actionnaires d'Arabie Saoudite, de Jordanie et de Liban) pour un montant de 6 milliards 550 millions de dollars. La vente de 51,12% de Petkim Petrokimya Holding A.Ş. à Socar&Turcas en 2008 pour 2040 millions de dollars a généré un influx de capitaux étrangers de 1043 million de dollars (part revenant aux actionnaires étrangers d'Azerbaïdjan, de Bahreïn) et la vente à British&American Tobacco Tütün Mam. A.Ş. (Hollande) de 6 usines de cigarettes appartenant à Tekel Sigara San.A.Ş. au cours de la même année pour 1720 millions de dollars a généré un influx de capitaux étrangers de 1720 million de dollars. Par ailleurs, l'offre aux investisseurs institutionnels internationaux d'une proportion de 25,62% des actions de la banque T. Halk Bankası A.Ş. en 2007 a généré un influx de capital étranger de 1 289 million de dollars, tandis que l'offre aux investisseurs institutionnels internationaux d'une proportion de 9% des actions de Türk Telekom en 2008 a généré un influx de capital étranger de 1146 million de dollars (DAP, 2012, 52).

VI. Conclusion et observations

Le but fondamental de la privatisation est de permettre à l'État de générer des revenus et aux sociétés en question de fonctionner de façon plus rentable en transférant les entreprises publiques non rentables et déficitaires au secteur privé et de créer ainsi plus de valeur ajoutée et plus d'emplois pour l'économie. Cependant, la priorité a été accordée ces dernières années à la privatisation des entreprises publiques qui ne sont pas déficitaires, mais qui sont au contraire bénéficiaires et disposent de nombreux terrains.

Les montants des privatisations ont été déterminés non pas par une émission publique à échelle réduite à la Bourse d'Istanbul, suivie d'une prise en compte des prix de référence formés sur le marché, mais sur la base d'évaluations subjectives, ce qui a donné lieu à des discussions concernant la vente des entreprises publiques en dessous de leur valeurs réelles.

La méthode de ventes en bloc a été préférée à cette méthode qui aurait pu être un instrument important permettant de répartir le capital dans les couches sociales par la voie d'émissions publiques d'une partie des actions des entreprises publiques.

Les offres de prix destinées à préserver les emplois existants ou de créer davantage d'emplois n'ont pas été prises en considération. Alors que les revenus provenant des privatisations auraient dû être utilisés dans des projets créateurs

d'emplois pour lesquels le secteur privé ne manifeste pas d'intérêt et comme incitations dans ce type de projets, ils ont été utilisés pour alléger la dette publique.

Aucune stratégie n'a été déterminée pour les privatisations et tous les actifs ont été mis en vente sans aucune considération pour les secteurs stratégiques. La part du capital étranger a augmenté dans les secteurs stratégiques tels que celui de l'énergie, des télécommunications et des finances grâce également aux ventes réalisées par le secteur privé, parallèlement aux privatisations (Cansızlar ; 2012).

La privatisation a été considérée dans une grande mesure dans son aspect générateur de revenus pour l'État. Un nombre considérable de privatisations a été arrêté par décisions de justice, les reports de paiements de dettes ont pris un aspect généralisé, certaines affaires de corruption ont éclaté au grand jour (Özbek ; 2007, 9).

En conséquence, il est difficile d'affirmer que les avantages escomptés des privatisations, en ont été tirés. L'adoption d'une démarche conforme aux principes et aux objectifs de la privatisation augmentera la réussite de cette dernière dans la suite les privatisations.

Bibliographie

- Ankara Strateji Enstitüsü (2012), "Türkiye'de Özelleştirme", <http://www.ankarastrateji.org/haber/turkiye-de-ozellestirme-203> (30.09.2012).
- Cevat Karataş (1990), Privatization in Britain and Turkey, İstanbul Sanayi Odası.
- Cevat Karataş, Ziya ÖNİŞ (1994), Dünyada ve Türkiye'de Özelleştirme, TÜSES, Anadolu Matbaası.
- Doğan Cansızlar (2012), "Özelleştirme — Nereden Nereye ?", http://www.dogancansizlar.com/docs/BK_201203.pdf (30.09.2012).
- Esfender Korkmaz, Arzu TAY (2010), "Küresel Kriz, Türkiye'ye Etkileri ve Çözüm Önerileri", <http://www.esfenderkorkmaz.com/arastirma-yazilari/kuresel-kriz-turkiye-ye-etkileri-ve-cozum-onerileri.html> (30.09.2012).
- John Vickers and George Yarrow (1988), Privatization : An Economic Analysis, MIT Press, Cambridge.
- Kâmil Tügen (2012), Devlet Bütçesi, 11. Baskı, Bassaray Matbaası, İzmir.
- OECD (2009), Privatization in the 21. Century : Recent Experiences of OECD Countries, Report on Good Practices, January.
- ÖİB; T.C. Başbakanlık Özelleştirme İdaresi Başkanlığı, Gerçekleştirilen Uygulamalar, http://www.oib.gov.tr/program/uygulamalar/1985-2003_ger.
- Onur Bakır Ocak (2009), "Türkiye'de Özelleştirme Gerçeği", Özelleştirme Karşıtı Platform Ankara Bileşenleri, Ankara, http://www.emo.org.tr/ekler/71391232b1fb563_ek.pdf (30.09.2012).
- Orkun Özbek (2007), "Türkiye'de Özelleştirme: Ekonomik ve Sosyal Etkileri", İZTO-AR&GE BÜLTEN EKONOMİ.
- T.C. Başbakanlık Özelleştirme İdaresi Başkanlığı (2012), Rakamlarla Özelleştirme : Türkiye'de ve Dünyada Özelleştirme Uygulamaları ve Özelleştirme Fonu'nun Kaynak ve Kullanımları, Ankara, 2013-2015 Orta Vadeli Program.